

- 8 OCTOBRE 2015 - AGIR ENSEMBLE, UNE URGENCE SOCIALE

Le pouvoir d'achat, l'emploi, les conditions de travail et de vie, l'augmentation de la précarité, la mise en péril de notre système de protection sociale, le recul de l'âge de départ à la retraite sont des préoccupations majeures pour de très nombreux salariés.

Dès le printemps 2015, la CGT a décidé d'agir sur une revendication grandissante et incontournable de milliers de salariés : **l'augmentation des salaires**, mais aussi des minima sociaux et des retraites. Incontournable quand il s'agit de répondre à l'assurance d'une existence normale et digne, à laquelle chacun doit pouvoir aspirer, puisqu'il s'agit des fruits du travail.

Formuler des revendications, exprimer ses besoins, se mobiliser, c'est essentiel pour enrayer cette idée qu'on nous assène que le « travail coûte cher » et donc qu'il faut assouplir le marché du travail. A qui cela profite ! Certainement pas à ceux qui n'ont que leur travail pour vivre !

Que le gouvernement réponde aux exigences patronales et fasse ainsi le choix de laisser aux bords de la route des millions de salariés, privés d'emploi ou retraités est révoltant.

COMME PREVU, LE PACTE DE RESPONSABILITÉ EST UN ÉCHEC

Entre le CICE et les baisses de cotisations, ce sont environ 25 milliards d'euros d'argent public qui ont été dépensés avec des effets contraires à ceux annoncés dans

le Pacte de responsabilité (hausse du chômage + 200 000 demandeurs d'emploi, baisse des investissements de 10 % sur les 2 dernières années dans les entreprises du CAC 40).

LEÇON DE PARTAGE

- **1 167 milliards \$ en 2014**
60 % d'augmentation des dividendes depuis 2009 versées aux actionnaires dans le monde.
- **1 % de la population détient 48 % des richesses mondiales.**
- **Prime de départ du PDG d'Alcatel : près de 14 millions d'euros**, soit 10 000 Smic.
- **+ 53,5 milliards d'euros en 1 an** pour les 10 plus grandes fortunes de France, soit une moyenne de 5 milliards d'euros. 5 milliards d'euros, c'est un salaire de **417 000 000 euro/mois** soit 285 874 fois le Smic.

DE FAUSSES REFORMES MAIS DE VRAIES ATTAQUES

Un rapport, sur lequel Hollande et Valls vont s'appuyer, développe l'idée que les accords d'entreprise vont supplanter le code du travail ; ils présentent cette possibilité d'entente entre patrons et syndicats comme pouvant améliorer la situation des salariés. C'est une arnaque grand format !

Le « dialogue social » est tromperie. Selon Valls, Macron et le MEDEF, il faut absolument que les syndicats et les

salariés, avec le patronat, discutent d'une feuille de route imposée par eux-mêmes sur des reculs sociaux, avec, en plus, le chantage à l'emploi ; en gros le pistolet sur la tempe.

Une future loi en ce sens reviendrait à avoir un code du travail par entreprise. **Imaginez un code de la route par municipalité !**

PREPARER LA RIPOSTE DES SALARIES

Alors si la situation du monde du travail ne cesse de se dégrader, il ne faut pas se résigner pour autant. Au contraire plus que jamais, il nous faut renouer avec les luttes.

Depuis quelques temps, les salariés se mobilisent dans les secteurs professionnels et au plan interprofessionnel pour exprimer leurs attentes, leurs exaspérations grandissantes face à une situation économique et sociale qui ne cesse de se dégrader. Il faut tout faire pour redonner confiance autour de nous en se servant de toutes les initiatives afin d'intensifier les actions, pour exiger :

- Augmenter **les salaires, les retraites, les pensions, les minima sociaux, le point d'indice des fonctionnaires,**
- Promouvoir l'égalité salariale entre les femmes et les hommes,
- Améliorer les **conditions de travail** et réduire le temps de travail pour créer des emplois, combattre et réduire le chômage,

- Pérenniser et **améliorer les garanties collectives,**
- Pérenniser et **améliorer la protection sociale, les retraites complémentaires AGIRC / ARCCO** pour garantir les droits à la santé et à la retraite,
- Développer les investissements pour relancer l'activité économique en tenant compte des impératifs écologiques,
- Protéger socialement les jeunes pour garantir **un droit à l'autonomie,**
- Conforter et **promouvoir les services publics.**

L'ARGENT PUBLIC, C'EST NOTRE ARGENT !

PACTE // CICE

- **20 milliards d'euros de cadeau aux entreprises** au titre du CICE depuis janvier 2013.
- **20 milliards de baisse de cotisations sociales** (effet des suppressions d'emplois et des bas salaires).
- **Objectifs** : 200 000 emplois et plus d'investissement.
- **Résultat** :
 - **200 000 chômeurs** supplémentaires
 - **4 % de baisse d'investissement** dans les entreprises du CAC 40 sur un an, **10 %** les deux dernières années.

**Le jeudi 8 octobre 2015,
journée de grève et de manifestations interprofessionnelles, à
l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES
d'Indre-et-Loire.**

**Rendez-vous nombreux et nombreuses à 10h00,
Place de la Liberté à Tours.**